

[print](#)

Bradley Manning plaide non coupable à l'accusation de « collusion avec l'ennemi »

De [Naomi Spencer](#)

Global Research, mars 07, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/bradley-manning-plaide-non-coupable-a-laccusation-de-collusion-avec-lennemi/5325725>

Jeudi dernier, dans une déclaration faite devant un tribunal militaire, le soldat Bradley Manning a plaidé non coupable à l'accusation de « collusion avec l'ennemi », la plus sévère d'une liste de 22 chefs d'accusation portés contre lui pour avoir prétendument rendu publics des documents secrets à l'organisation de dénonciation WikiLeaks. Par l'entremise de son avocat David Coombs, Manning a plaidé coupable à 10 chefs d'accusation liés à la diffusion de documents faisant état de crimes de guerre.

Lisant une déclaration qu'il avait lui-même rédigée, le jeune soldat a admis avoir diffusé des documents gouvernementaux parce qu'il voulait « susciter un débat au pays sur le rôle de notre armée et de notre politique étrangère en général ». Il plaide ainsi sans que la défense ait négocié au préalable une réduction de peine avec la partie poursuivante. Le colonel Denise Lind, la juge militaire qui dirige le procès, a ordonné à Manning de retirer sa signature de la déclaration pour ne pas qu'elle soit considérée comme un témoignage sous serment.

C'était seulement la deuxième fois avec ce témoignage que Manning s'exprimait durant les audiences préliminaires à la base militaire de Fort Meade au Maryland. Les accusations auxquelles il a plaidé coupable représentent des offenses moins graves et le gouvernement a affirmé que ces aveux n'influenceront d'aucune façon la position du procureur. En plaidant ainsi, Manning ne pourra être reconnu « non coupable » par la juge. Lind avait précédemment statué que les motifs personnels de Manning étaient non pertinents, ce qui retirait au soldat toute protection liée à la dénonciation.

On retrouve, parmi les documents qui auraient été rendus publics par Manning, des vidéos montrant les crimes de guerre commis par les forces américaines en Irak, et des documents révélant les nombreuses victimes parmi la population civile an Afghanistan, d'autres atrocités commises par les États-Unis qui ont été niées par le Pentagone et des manœuvres diplomatiques du département d'État. L'ancien analyste des services du renseignement, qui est âgé de 25 ans, risque la cour martiale, qui pourrait débiter en juin, et la prison à vie dans un pénitencier de l'armée s'il est reconnu coupable sous la Loi sur l'espionnage. L'administration Obama compte bien faire un exemple de Manning pour intimider tous ceux qui oseraient s'opposer à elle et aussi se servir de cette affaire pour se lancer à la poursuite du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange.

Manning a rapporté à la cour jeudi dernier qu'après avoir trouvé la vidéo de l'hélicoptère américain qui abattait des civils innocents, dont des enfants et des journalistes en Irak – une vidéo qui avait été diffusée par la suite par WikiLeaks sous le titre « Collateral Murder » (Meurtre collatéral) – il a contacté plusieurs médias pour leur apporter les fichiers. Politico.com, le *Washington Post*, et le *New York Times* figurent parmi les organisations que Manning a approchées avant de se tourner vers WikiLeaks.

Comme la vaste majorité des documents et des témoignages de l'audience, la

déclaration de Manning n'a pas été divulguée publiquement. Les médias présents dans la salle d'audience n'ont pas le droit d'utiliser des supports électroniques hormis l'envoi de brèves mises à jour sur Twitter ou sur des blogues pendant les pauses.

« J'aimerais que le public américain sache que ce n'est pas tout le monde en Irak et en Afghanistan qui devait être pris pour cible et neutralisé », a dit Manning selon un commentaire publié sur Twitter par le journaliste du *Telegraph* britannique, Raf Sanchez.

Ed Pilkington du *Guardian*, un quotidien britannique, a rapporté que Manning a contacté le *Washington Post* en janvier 2010 et « a demandé s'ils étaient intéressés à recevoir de l'information qu'il a qualifiée de "très importante pour le peuple américain". » Il a parlé à une femme qui se disait journaliste, mais "elle ne semblait pas me prendre au sérieux". »

Nathan Fuller du réseau de soutien à Bradley Manning a publié un tweet qui disait que Manning parlait des carnets de guerre divulgués à WikiLeaks : « Je pensais et je pense encore que ce sont parmi les documents les plus importants de notre époque. »

« Personne lié à WikiLeaks a fait pression pour que j'envoie plus de documents », a déclaré Manning [comme l'a rapporté Kevin Gosztola de *Firedoglake.com*].

« La partie la plus alarmante pour moi était la soif de sang apparemment jubilatoire » dont faisaient preuve les soldats à l'intérieur de l'hélicoptère de combat lors de l'attaque. Ils ne « semblaient pas valoriser la vie humaine et traitaient les victimes de "salopards morts"... J'étais troublé par leur réaction devant des enfants blessés » [compte-rendu de Fuller].

Pilkington a écrit que Manning souhaitait révéler au peuple américain le « vrai coût de la guerre ».

« Je sentais que nous risquions beaucoup pour des gens qui semblaient ne pas vouloir coopérer avec nous, causant ainsi de la frustration et de l'hostilité de chaque côté. Le borbier dans lequel nous nous enfonçons année après année me rendait dépressif », a dit Manning.

« Nous étions obsédés par la capture et l'assassinat de cibles humaines figurant sur les listes et nous ignorions les objectifs et les missions. Je croyais que si le public, particulièrement le public américain, pouvait voir la véritable situation en Irak et en Afghanistan, cela aurait pu déclencher un débat sur l'armée et sur la politique étrangère en général. Cela pourrait amener la société à reconsidérer le besoin de faire du contre-terrorisme en ignorant la situation humaine des gens que nous combattons chaque jour. »

Alors que la détention provisoire de Manning a dépassé son millièmè jour cette semaine, Lind a jugé le 26 février que son droit à un procès rapide n'avait pas été violé. Les trois ans et plus de prison, incluant du temps passé en isolement, sont « raisonnables » à la lumière de la gravité des accusations, a déclaré la juge. Les lois militaires exigent qu'un soldat accusé soit traduit en justice au plus tard quatre mois après son arrestation.

Le 27 février, les procureurs de l'administration Obama ont annoncé qu'ils allaient convoquer 141 témoins, y compris 15 personnes qui témoigneront que les renseignements obtenus par WikiLeaks ont causé du tort aux « intérêts nationaux » des États-Unis, un terme si vague que le gouvernement peut lui faire dire ce qu'il veut.

Le procureur principal du gouvernement, Ashden Fein, a dit que quatre personnes témoigneraient de façon entièrement anonyme et en secret, avec le juge, les avocats et Manning comme seules personnes présentes. Un de ces témoins serait un membre de l'équipe Navy Seal impliquée dans l'assassinat extrajudiciaire d'Oussama Ben Laden. Durant le raid d'Abbottabad, l'administration Obama affirmait que leur « John Doe » avait pénétré dans les quartiers de Ben Laden et qu'il y avait trouvé quatre fichiers de contenu de WikiLeaks sur support électronique. « Cette information a été demandée par Oussama Ben Laden; un membre d'Al-Qaïda y est allé et a pris l'information puis l'a donné à Ben Laden », a déclaré Fein.

Trente-trois autres témoins que le gouvernement envisage d'appeler donneront aussi des témoignages en partie en secret. Fein a affirmé que ces témoins décriront « les blessures et la mort causées » et comment « la puissance de l'ennemi augmente dans certains pays », supposément à cause des publications de WikiLeaks.

Les évaluations officielles de l'administration Obama, incluant les résultats de la soi-disant WikiLeaks TaskForce, n'ont trouvé aucune preuve que les fuites ont causé du tort à du personnel américain. La défense de Manning s'est vu refuser le droit de pouvoir faire appel à des témoins de l'armée et du gouvernement dont le témoignage pourrait venir contredire les arguments des procureurs.

Naomi Spencer

Article original, [WSWS](#), paru le 1^{er} mars 2013

Copyright © 2013 Global Research